

Editorial

Une période extrêmement dangereuse...

Au Proche-Orient, la stratégie américano-israélienne du chaos, avec le soutien des visées turques de reconstitution de l'empire Ottoman a fait tomber le régime de Bachar Al-Assad.

Une économie en ruine, sous le coup de sanctions occidentales sévères, génératrice d'une corruption généralisée, une armée saignée à blanc par la guerre, une légitimité minée par l'impuissance du gouvernement face aux intrusions étrangères, sans parler de l'usure d'un pouvoir autoritaire tout a contribué à son effondrement.

Les médias mainstream et les pouvoirs occidentaux peuvent bien applaudir, il reste que la Syrie était un pivot de l'axe de résistance à la domination impérialiste US en lutte pour conquérir un Moyen-Orient affaibli par la guerre en Palestine et au Liban alors que se dessine pour elle une défaite en Ukraine...

Et Israël vient de s'emparer de la totalité du Golan et les Syriens, une fois de plus, subissent de toutes parts des bombardements meurtriers.

On assiste, abasourdi, à l'accueil enthousiaste des capitales occidentales et de leurs médias mainstream, comme si l'histoire récente ne leur avait rien appris, face à la prise de pouvoir par une armée de mercenaires djihadistes avatars d'Al Qaïda et de Daesh, ripolinés en défenseurs de la démocratie. Une fois de plus, l'occident capitaliste instrumentalise la mouvance islamiste.

Certains imbéciles qui se disent amis des Palestiniens applaudissent aussi alors que ce peuple risque bien d'en être la victime à commencer par la coupure des voies d'approvisionnement via le Liban.

Ce n'est pas défendre le régime des Assad que de souligner que, dans un pays déchiré, comme ce fut le cas hier en Irak et en Libye, le remède risque d'être rude pour les Syriens et pour le monde entier...

Pendant ce temps, les crises politiques et économiques se multiplient en Europe.

Dans notre pays la censure du gouvernement Barnier motivée par le refus d'un budget austéritaire, injuste et essentiellement dirigé contre le monde du travail, avec le risque d'une récession mortifère, ouvre une nouvelle période d'incertitudes.

Reçus à l'Élysée, les communistes ont réaffirmé le besoin de changement profond de la politique avec la nomination d'un premier ministre de gauche et fait des propositions de mesures d'urgence indispensables : abrogation de la réforme des retraites, indexation des salaires et des pensions, arrêt des licenciements boursiers, des moyens pour les services publics, les Outre-mer, les collectivités, baisse du coût de l'énergie et une action diplomatique forte pour la paix...

En nommant F. Bayrou au poste de premier ministre avec l'idée évidente de poursuivre dans la même politique, celle qui pousse au désespoir l'immense majorité de la population de notre pays, Macron a décidé de l'enfoncer dans une crise politique et économique sévère. Quels buts poursuit-il ? celui de laisser le champ libre au RN et consorts ? et Bayrou lui-même sera-t-il assez stupide pour provoquer une nouvelle censure ou cherchera-t-il à négocier en lâchant du lest ?

Les communistes étaient réunis en conférence nationale ce samedi 14 décembre dans le cadre de leur grand débat engagé depuis deux mois. La démocratie, c'est un exercice difficile mais salutaire, en accepter toutes les conditions ce n'est pas forcément gagné, mais, dans leur grande majorité, les délégués présents ont montré leur détermination toujours aussi forte balayant les tentatives de déstabilisations orchestrées, manifestation, de l'extérieur.

Nicole Grenier Mérico

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le fil des associations & de l'action syndicale
- p.3.5 Actualité emploi, industrie
- p.6 Notes de lecture



En raison des congés de fin d'année,
Prochaine parution des Allobroges

Lundi 6 janvier 2025

Retrouvons-nous en 2025

plus déterminés à

LUTTER & GAGNER

Mobilisation en Drôme les 3, 5 et 12 Décembre 2024



Les retraités ont lancé le **mardi 3 décembre** l'action contre les mesures gouvernementales et pour réclamer de vivre mieux et être respectés ! Ils étaient plus de trois cents à manifester à Valence, pour leur pouvoir d'achat contre le gel des pensions, demandant en particulier le rattrapage de leur pouvoir d'achat avec 10 % d'augmentation de leur pension immédiatement.

Dans l'action, pour réclamer la fin du mépris vis à vis des retraités stigmatisés comme des privilégiés ! Sans parler du projet de loi PLFSS 2025 qui coupe encore plus dans les budgets de santé donc qui restreindra encore plus l'accès au soin.

Puis c'est au tour des fonctionnaires à l'appel de la CGT, CFTD, FSU, solidaires et CNT qui étaient plus de 2000 à Valence et dans la Drôme dans l'action le **jeudi 5 décembre** pour que le gouvernement renonce :

- Aux trois jours de carence dans la fonction publique,
- À la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt-maladie,
- Au non-reversement de la prime GIPA (La garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) a pour but de compenser la perte de pouvoir d'achat si l'évolution du traitement indiciaire est inférieure, sur une période de référence de 4 ans, à celle de l'indice des prix à la consommation).

Les fonctionnaires avec les Organisations Syndicales se mobilisent aussi pour :

- Des moyens budgétaires pour assurer les missions des services et des politiques publiques,
- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- L'augmentation de la valeur du point d'indice,
- La refonte des grilles indiciaires,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- L'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Ces deux journées d'action, ont permis de franchir une première étape et d'ouvrir des perspectives pour la journée nationale d'action du 12 décembre dédiée à l'emploi et l'industrie.

Thierry Chantrier



Journée du 12 décembre 2024 UD CGT DROME

Retour du village des luttes.

L'Union Départementale CGT Drome a organisé (avec fsu, cnt et solidaire), ce jeudi 12 décembre, un rassemblement devant la gare Valence Ville :

Contre les licenciements industriels, pour l'emploi, pour les hausses de salaires, pour les conditions de travail pour les services publics...

MANIFESTATION PALESTINE



Rassemblement devant la gare de Montélimar tous les premiers vendredis du mois 18 h 30 devant la gare.

- Pour ne pas oublier l'horreur que vivent les palestiniens et les libanais
- Pour la reconnaissance de l'état palestinien
- Pour rappeler au Président français ce qu'il ne fait pas
- Pour un cessez-le-feu immédiat et résolument pour la PAIX au Moyen-Orient, en Ukraine, en Afrique et partout où les guerres impérialistes assassinent les peuples !



Manifestations pour la Palestine

Romans tous les samedis à 11 h place E. Gailly.

Valence tous les samedis à 11 h place du Champ de Mars.

Graves menaces sur les usines chimiques du sud de Grenoble.

Les menaces de fermeture de l'usine Vencorex et la suppression programmée de 450 emplois sur 480 à Pont-de-Claix ont entraîné une réplique coordonnée des syndicats des différentes entreprises sur les sites chimiques de Pont-de-Claix et de Jarrie face à l'énorme gâchis industriel qui s'en suivrait en cascade dans toute la chimie au sud de Lyon.

Le journal l'Usine Nouvelle annonce la présence sur le site de Jarrie, le 4 décembre dernier, de représentants de la direction d'ARKEMA pour annoncer aux travailleurs et aux syndicats un « plan de recentrage », synonyme selon le quotidien « de réduction notable de la production ».

2 000 emplois directs sont menacés (730 à Pont-de-Claix, 1 100 à Jarrie) et 6 000 emplois induits dans les différentes filières de production. Derrière cela, c'est une dégradation terrible de l'indépendance industrielle de la France et de l'Europe et une très grande dégradation de la création de valeurs sur nos territoires.

Historiquement, l'ensemble industriel s'appuie sur 3 infrastructures fondamentales : la production hydroélectrique, une voie ferrée et la production du Chlore, intermédiaire chimique dans la fabrication d'un grand nombre de produits chimiques de base. Depuis le début du XX^e siècle, les procédés de production du Chlore et des dérivés ont été adaptés pour répondre :

- Aux enjeux de sécurité (ils sont situés dans des zones d'habitation, qui d'abord étaient celles des personnels qui les faisaient fonctionner et depuis les années 1960 au cœur de l'agglomération grenobloise en plein développement),
- Aux enjeux environnementaux, pour les mêmes raisons d'implantation dans des zones très densément peuplées, leur prise en compte s'est effectuée très tôt, dès les années d'après-guerre, grâce aux équipes de recherches installées sur les sites qui sont à l'origine de nombreux procédés exploités aujourd'hui.
- Aux enjeux économiques, par les synergies des procédés industriels imbriqués dans le réseau des infrastructures de la chimie au sud de Lyon.

À cela s'ajoutent

- Des compétences professionnelles, techniques, et scientifiques représentant un savoir cumulé exceptionnel.
- Des ressources naturelles (Chlorure de sodium dans la Drôme des collines et l'eau des nappes phréatiques alimentées par le Drac).
- Des produits pétroliers depuis le vapocraqueur de Feyzin.

Ce que la gestion libérale de notre industrie pourrait détruire si les forces syndicales et politiques n'organisaient pas la riposte :

Sur Le site de Pont-de-Claix

La société **VENCOREX** est l'entreprise menacée directement à la suite d'une gestion calamiteuse qui a conduit à son rachat et à sa mise en faillite en quelques années par une société concurrente appartenant à l'état Thaïlandais. La concurrence internationale déloyale a placé une entreprise, dont les actifs sont évalués à plus d'1 milliard d'Euros, à se voir proposer par son principal concurrent chinois un rachat pour 1 million d'euros, la destruction des installations et la capture de tous les brevets industriels.

Concrètement, seront arrêtées les productions de Chlore et la production de produits intermédiaires (HDI et TDI) à la base de la fabrication de mousses (sièges, semelles de chaussures...) ou de tissus synthétiques (élastomères et autres fils synthétiques techniques...) et de polyuréthanes utilisés dans les fabrications de peintures pour les carrosseries des véhicules automobiles, avions, trains...

En amont

- L'extraction du sel des mines situées sur les communes de Hauterives et Tersannes dans la Drôme des collines se fait après dissolution dans l'eau à 2000 m de profondeur. L'autorisation préfectorale d'extraction et de transfert de 300 000 t/an de saumure produite par la Société **CHLORALP**, filiale de **VENCOREX**, vers le site de Pont-de-Claix est autorisée jusqu'en 2043. L'arrêt de la production de Chlore depuis le début de la grève, il y a 6 semaines, est en passe de provoquer une catastrophe environnementale, la saumure étant produite en continu à un débit de 30 m³/h et risquant de déborder dans les champs environnants. La dissolution des sels à une profondeur de 2 000 m ne peut pas être stoppée car imbriquée dans un ensemble complexe de transfert de fluides et de gaz par pipeline entre Feyzin, Roussillon et Pont-de-Claix.
- Les consommations électriques du site représentent la consommation d'une ville de 70 000 habitants. Les installations de la société **SOLVAY** qui produisent l'électricité et la vapeur d'eau sont donc concernées.

(...)

En aval

Sont concernées :

- La société **SEQENS**, qui valorise l'acide chlorhydrique principalement vers des filières de produits pharmaceutiques.
- **SUEZ**, qui exploite un incinérateur à très hautes températures (torche à plasma) pour le traitement de déchets spéciaux produisant ainsi une partie de la vapeur utilisée sur le site.
- **AIR LIQUIDE**, qui distribue les principaux gaz générés ou importés sur le site (Hydrogène et monoxyde de carbone).

Et sur le site chimique de Jarrie.

ARKEMA produit le Chlore, la soude et l'hydrogène à partir du Chlorure de Sodium de Pont-de-Claix.

- Des dérivés Chlorés organiques, Chlorure de Méthyle expédié à Roussillon (production de silicones).
- Chlorate de soude (agent de blanchiment papier haut de gamme),
- Perchlorate de sodium (élément de carburant de la fusée Ariane et autres fusées...),
- Fluides caloporteurs pour les transformateurs électriques HT (remplaçant les pyralènes)
- Eau oxygénée (détergent, désinfection dans diverses applications de traitements environnement, emballages...).

Autres industries sur le site de Jarrie :

FRAMATOME produit des sels de Zirconium, produits intermédiaires dans le processus de purification du zirconium métallique de qualité nucléaire, constituant les éléments d'emballage et d'assemblage du combustible des réacteurs nucléaires. L'usine **FRAMATOME** de Romans réalise le chargement du combustible dans les tubes en zirconium.

FRAMATOME produit également du Hafnium métallique pur et ultra pur (barres de contrôles dans les réacteurs nucléaires, cloisons de protection contre les radiations, fuselage d'avions, coque de smartphones...). Des oxydes de Zirconium et de hafnium utilisés dans la fabrication de céramiques de hautes puretés (applications médicales, optiques...).

RSA produit des alumines et des saphirs synthétiques destinés à des applications dans l'aérospatiale, l'aéronautique, l'éclairage LED, l'horlogerie, les céramiques techniques...

Tout l'ensemble industriel rassemble des productions à très haute valeur ajoutée, produites sur des installations modernes, performantes, avec de grandes compétences en matière de sécurité technologique et environnementale et des services de secours et de surveillance de la santé des travailleurs intégrés.

L'état et les collectivités locales ont payé 1/3 des 100 millions d'euros investis récemment dans la modernisation des installations d'électrolyses du Chlore de **VENCOREX**.

Fabien Roussel, André Chassaigne, et des élus de l'Isère réclament la nationalisation immédiate de VENCOREX.

La chimie du sud grenoblois est indispensable aux applications telles que le traitement des eaux, la désinfection, les peintures et revêtements de surface, l'aérospatial, le nucléaire, les silicones, l'électronique, le blanchiment de la pâte à papier...

L'intersyndicale CGT, CFDT, CGC des différentes entreprises mène une bataille au cœur de l'industrie chimique française, au cœur de l'industrie française ! Nous devons les aider à gagner.

Christian Chevalier

« Songez qu'on n'arrête jamais de se battre et qu'avoir vaincu n'est trois fois rien Et que tout est remis en cause du moment que l'homme de l'homme est comptable. »

LOUIS ARAGON LES POÈTES.

Portes-lès-Valence : des inquiétudes sur le bassin d'emploi.

Compte-rendu du RDV avec le cabinet du ministre de l'Économie et des Finances

Le lundi 2 décembre 2024, suite à leur courrier envoyé à la rentrée interpellant le Premier Ministre Michel Barnier, **les 5 élu-es municipaux de Portes Citoyenne ont obtenu un RDV avec le cabinet du Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.**

Dans ce courrier, Portes Citoyenne avait souligné les importantes difficultés des petites et moyennes entreprises de la commune de Portes-lès-Valence.

Lors de cet échange où participaient Marie-Jo Bayoud, Pierre Trapier, Agnès Pages et Jean-Michel, ce dernier a pointé les différents aspects inquiétants de la situation de notre bassin d'emplois.

Portes-lès-Valence compte un important tissu de petites entreprises avec **300** entreprises de moins de 10 salariés, **67** entreprises de moins de 20 salariés, **33** entreprises de moins de 50 salariés et **21** entreprises de plus de 50 salariés.

Une majorité de celles-ci sont des artisans, des auto-entrepreneurs, la mécanique générale, transports ou logistique, bâtiment-travaux publics, sous-traitance, transformation alimentaire, ameublement, semences et agriculture, machines-outils, banques, sidérurgie, télécoms, commerces, plasturgie, déchets, chimie-médicaments, réparation automobile, services.

À Portes-lès-Valence, comme ailleurs, la situation économique se dégrade, les premières touchées sont ce type d'entreprises. Cette situation parce qu'elle concerne souvent des entreprises de petite taille ne bénéficiant pas de plans sociaux ne fait pas la une des journaux. **C'est depuis des mois une lente dégradation par le non-renouvellement des intérimaires ou CDD, le départ d'un salarié ici, d'une secrétaire là, d'un opérateur sur une chaîne ou un maçon ailleurs.** C'est l'arrêt des investissements dans l'outil de production. Dans la période, le nombre de jeunes en apprentissage ou en stage d'entreprise a fortement chuté.

Il y a 3 raisons essentielles à cette situation :

❖ **De nombreuses entreprises avaient dû souscrire un prêt pour pouvoir tenir pendant le Covid.** Aujourd'hui, il ne leur est pas possible de rembourser le prêt et en même temps de payer leurs charges habituelles et les salaires alors que leur carnet de commandes ne se remplit pas. En cette rentrée, le niveau d'activité est très loin d'être revenu à celui d'avant Covid.

❖ **De leur côté, les banques ont stoppé leurs prêts pour l'accession à un logement** et en cascade, ce sont des secteurs entiers qui rencontrent d'énormes difficultés : le bâtiment et l'artisanat souffrent énormément ainsi que tous les métiers périphériques à ce secteur, les entreprises sous-traitantes n'ont plus de commandes, les entreprises de rénovation de logements et petits travaux d'entretien qu'assurent les auto-entrepreneurs sont aussi en panne...

❖ **Avec l'inflation, la consommation des ménages a fortement baissée** et cela impacte gravement une part importante d'entreprises portaises avec une baisse du carnet de commandes.

Depuis notre courrier, d'autres informations nous ont alertées concernant notre bassin d'emplois :

Situation du site Andros de Portes qui compte actuellement 260 emplois +40 intérimaires. Le site produit 1/3 de confiture et 2/3 de jus de fruits. Portes est le seul site du groupe Andros qui produit du jus de fruit et c'est cette activité qui connaît en ce moment une très importante baisse de production. Un point de vigilance doit être apporté par les services du Ministère.

Situation de Domo Performances Fibres (ex Rhône-Poulenc) qui ne compte plus que 96 salariés du fait des multiples restructurations ces dernières années. Actuellement, les salariés sont en chômage partiel jusqu'en début 2025. Le site est implanté à la limite de la commune et à ce titre, nous ne pouvons rester indifférents. Quelles sont les prévisions pour 2025 ?

Lors du RDV de lundi, les services de l'État se sont vus rassurants en nous disant que la France avait « une croissance molle » et que notre croissance était « plutôt mieux » que le reste de l'Europe... Ce à quoi nous avons répondu que ce n'est pas du tout ce que nous constatons sur le terrain sur notre bassin d'emplois et ce que nous renvoient différents acteurs concernés.

Le conseiller du Ministre a réagi concernant notre courrier qui indiquait que « nous vivons actuellement un deux poids, deux mesures injuste socialement et inefficace économiquement entre les petites entreprises qui doivent s'acquitter de toutes leurs cotisations et taxes et les très grands groupes industriels ou financiers qui bénéficient d'énormes cadeaux fiscaux et exonérations tel Total Energie ou Amazon qui ne paient quasiment aucun impôts, en France tout comme leurs riches actionnaires » en indiquant que la situation à l'Assemblée Nationale bloquait pour l'instant toute mesure nouvelle !

Les élu-es de Portes Citoyenne se sont étonné-es de constater l'absence des services de l'État et de Valence Romans Agglo qui gèrent les zones d'activités pour faire face à cette situation.

Le conseiller du ministre a renvoyé la patate chaude sur le conseiller départemental des entreprises en difficulté, et sur le Cabinet Interministériel de la Restructuration Industrielle qui sont des structures de l'État qui existent déjà et qui n'ont pas empêchées les difficultés rencontrées par les salariés et les entreprises.

Si le fait d'obtenir ce RDV est une première avancée, **les élu-es de Portes Citoyenne n'entendent pas cependant baisser la garde. Agir pour l'emploi, défendre et promouvoir l'outil industriel sont pour nous vital dans le département de la Drôme qui est le premier en Auvergne Rhône-Alpes en matière de taux de chômage et de bas salaires.**

Pour les élu-es de Portes Citoyenne, on ne peut pas attendre pour remédier à cette situation, les services de l'État doivent se mobiliser pour empêcher cette lente dérive contre l'emploi. **Notre groupe municipal va engager divers contacts localement pour être à l'écoute des salariés et agir à leur côté.**

Groupe municipal Portes Citoyenne de Portes-Lès-Valence

La conférence nationale du PCF a réuni plus de 500 délégués au siège national, place du Colonel Fabien.



Le grand débat des communistes s'est conclu, samedi 14 décembre, par la conférence nationale à laquelle participaient 4 délégués de la fédération de la Drôme

La densité des interventions proposées a fait ressortir qu'une seule journée c'était court face à la richesse des débats, du millier de sections et de la centaine de fédérations qui constituent le PCF.

Les délégués ont approuvé à 79 % la feuille de route des communistes jusqu'au prochain congrès qui se tiendra dans un an et demi.



Les vœux de la Fédération du PCF de la Drôme se dérouleront

Lundi 13 janvier 2025

18 h - 10 rue Servan - Valence

DE GAULLE ET LES COMMUNISTES DE HENRI-CHRISTIAN GIRAUD - 32€

Aujourd'hui, il semble évident pour tous de défendre la Sécurité Sociale, comme de bénéficier du service d'EDF, du statut de la fonction publique et des conventions collectives.

Sans doute, croit-on que le PCF a imposé cela à la libération.

Non, le PCF ne pouvait pas l'imposer. Il a pesé, lourd, mais a dû dialoguer, négocier avec les partis issus de la Résistance, représentés dans le CNR.

À l'élection du 06/11/1945 (constituante) le PCF recueillait 27,13 % des voix, soit 159 députés sur 586 (27 %), puis à l'élection du 02/6/1946, 26,11 % et 153 députés, 26 % des 586. C'était loin de la majorité.

Le livre "De Gaulle et les communistes" relate la construction du rapport des forces de 1941 à 1944 quand deux communistes, F. Grenier et F. Billoux entrent au CFLN (à Alger) puis deux, Ch. Tillon et F. Billoux au GPRF à Paris libéré.

Cela passe par l'accord, secret, De Gaulle/Staline. Puis face à Churchill et à l'hostilité de Roosevelt, De Gaulle a eu besoin de la reconnaissance du CFLN par l'URSS. Staline l'a conditionnée à l'aval donné par le PCF. Mais sa direction, assurée par J. Duclos, vivait dans la clandestinité absolue. Les émissaires envoyés par De Gaulle, dont le chef des services secrets (Remy), ont mis 7 mois pour parvenir à J. Duclos.

Ce livre traite d'un des secrets les mieux gardés de De Gaulle, l'alliance avec Staline en juillet 1941, puis, l'appui sans faille de ce dernier à la France libre jusqu'à la fin de la guerre. C'est cela qui a construit la relation privilégiée (et compliquée) entre De Gaulle et le PCF qui a permis l'épuration puis les orientations politiques et économiques d'après la libération.

Issu de minutieuses recherches dans les archives françaises et soviétiques, ce livre éclaire aussi les rapports de De Gaulle avec le général Giraud, l'homme des USA, éliminé politiquement après avoir soutenu la libération de la Corse par la résistance communiste. Il illustre aussi la complexité des rapports avec Churchill⁽¹⁾ et Roosevelt. C'est un ouvrage passionnant, très dense, 1025 pages, écrit par Henri-Christian Giraud, petit fils du Général. En vente à la Librairie Notre Temps, publié en 2020, il faut commander au 04 75 43 78 79.

Il me semble utile de le lire. On peut éviter de trépigner à perpétuelle dans l'opposition à 2,4 %, en rappelant la déclaration du PCF du 09/12/2024 après la rencontre avec le Président Macron : "Les communistes sont prêts à contribuer au dialogue avec l'ensemble des forces politiques de l'arc républicain qui s'y déclarent favorables".

1) À la page 815, on découvre une 2^e guerre, larvée, à l'intérieur du conflit mondial entre l'Angleterre et l'URSS qui passait par un débarquement dans les Balkans, à la place de la Normandie, afin de prendre Berlin avant l'Armée Rouge.



Jean Pierre Basset